



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Transport ferroviaire : Pour une vraie évaluation et la création d'un service européen d'intérêt général

Le conseil des ministres Transport, du 17 juin dernier, a conclu le dossier ferroviaire par une non-conclusion. Sur proposition de l'Espagne, le conseil a discuté, notamment, la possibilité de faire coexister les deux systèmes d'organisation (coopération et libéralisation) pendant quatre ans. Pratiquement toutes les délégations ont approuvé l'idée d'un observatoire sur le ferroviaire et beaucoup ont estimé qu'il fallait une période test avant de se prononcer définitivement sur le système le plus efficace. Cependant, les divergences de positions ont été telles que la présidence allemande du conseil a renoncé à procéder à un vote et à présenter des conclusions, laissant à la présidence finlandaise le soin de reprendre le dossier

Face à cette non décision du conseil, le CELSIG exprime les deux propositions suivantes :

♦ oui à un observatoire, **oui à une véritable évaluation** de tous les systèmes ferroviaires des pays membres de l'Union, **avec la participation de tous les acteurs concernés** : gouvernements, Commission européenne, opérateurs, personnels, syndicats, consommateurs, **avec un débat public** durant tous le processus d'observation. Ce n'est qu'à cette condition que l'on dépassera les débats idéologiques et que l'on pourra dégager, enfin, des solutions conformes aux intérêts et aux besoins de tous les citoyens et résidents de l'Union. Un travail, initié par la Commission et les gouvernements et confié aux seuls experts, ne saurait produire une évaluation légitime.

♦ pourquoi ne pas mettre à profit les quatre ans (s'il sont décidés) de moratoire et d'observation pour **construire une réelle politique des chemins de fer européens dans le cadre d'une vraie politique des transports**. Cette politique pourrait être définie à travers les réseaux transeuropéens et le développement du transport multimodal et se fonder sur la garantie d'exercice des droits fondamentaux de libre circulation des personnes, des marchandises et des biens. Elle déboucherait sur la mise en oeuvre d'**un service européen d'intérêt général des transports**, aussi bien pour les passagers que pour le fret.

Jean-Claude Boual et Pierre Bauby

---

### Comité économique et social

Le Comité a rendu des avis favorables sur deux livres verts de la Commission :

♦ dans celui portant sur "**Développer le réseau des citoyens. L'importance de bons transports locaux et régionaux de passagers et le rôle de la Commission européenne dans leur mise en oeuvre**", le Comité a, cependant, émis des observations. Il a, ainsi, précisé qu'il fallait prévoir des objectifs concrets de qualité et de quantité pour que la population adhère au concept de "réseaux de citoyens" ; il a rappelé que "conformément au principe de subsidiarité, les transports locaux et régionaux sont avant tout du ressort des autorités régionales et locales et relèvent de la compétence légale des États membres" (avis CES 324/99)

### Rail Transport: the need for a proper evaluation and creation of a European service of general interest

On the 17 June, the Council of Transport Ministers concluded a dossier on rail transport with a non-conclusion. At the suggestion of Spain, the Council discussed in particular the possibility for two organisational systems to coexist (cooperation and liberalisation) for four years. Nearly all the delegations approved the idea of creating a monitoring agency of rail transport, and many considered that a test period would be needed before it will be possible to opt definitively for the most efficient system. Nevertheless, positions diverged sufficiently for the German presidency to give up pressing ahead with a vote, leaving the Finnish presidency to take up the issue.

Given this non-decision, the CELSIG wants to express the following two propositions:

♦ yes, there should be a monitoring agency, **yes there should be a real evaluation** of the rail systems in the Member States of the Union, **with the participation of all the actors involved**: governments, the European Commission, operators, personnel, unions, consumers, which should be accompanied by **a public debate**. It is only under these conditions that it will be possible to move beyond the ideological debate and so arrive at solutions that correspond to the interests and needs of all citizens and residents in the Union. Only such a study, initiated by the Commission and governments and assigned to experts, will be able to provide a legitimate evaluation.

♦ why should the four years (if agreed) of the moratorium and observation not be used to **construct a real policy for European railways within the framework of a true transport policy**. Such a policy could be defined via trans-European networks and the development of multimodal transport and founded on the guarantee of fundamental rights of the free circulation of persons, and goods. It will lead to the implementation of a **European transport service of general interest**, for both passengers and freight.

Jean-Claude Boual and Pierre Bauby

---

### The Economic and Social Committee

The Committee has given a favourable opinion on two Green Papers put forward by the Commission:

♦ on the Paper relating to "**The development of the citizens' network. The importance of local and regional transport vouchers and the role of the European Commission in their implementation**", the Committee has however made some observations. Thus, it has specified that concrete objectives on quality and quantity should be set out, so that people actually adhere to the "citizens' network". It has also recalled that "in conformity with the principle of subsidiarity, local and regional transport are primarily the responsibility of regional and local authorities, and fall under the legal jurisdiction of Member States" (opinion CES 324/99).

♦ dans celui concernant "l'information du secteur public dans la société de l'information", "le Comité affirme que le droit à l'information, et corollairement le droit à l'accès aux documents, constitue un droit fondamental des personnes qui fait partie des droits du citoyen européen" (avis CES 455/99)

---

## Congrès de la CES

Le 9<sup>ème</sup> congrès de la Confédération européenne des syndicats s'est tenu à Helsinki du 29 juin au 2 juillet, réunissant pour la première fois les délégués de tous les syndicats des pays membres de l'Union européenne et de la plupart des pays candidats.

La résolution générale adoptée par le Congrès souligne la revendication de "services publics de qualité et parfaitement accessibles" et engage la CES à "défendre et promouvoir les services d'intérêt public sur la base de la Charte de la CES". Pendant le Congrès, un atelier a été consacré à cette Charte. Il a été l'occasion de rappeler l'exigence que **dans la nouvelle Commission un Commissaire ait la responsabilité de l'ensemble des "Services d'intérêt général"**.

---

## Cour de Justice

Dans la perspective de la prochaine **conférence intergouvernementale**, la Cour de justice européenne a remis, au Conseil des ministres, un document de réflexion concernant sa propre **réforme** afin de lui permettre de traiter le nombre croissant d'affaires qui lui sont soumises (10 000 depuis 1952), et qui devrait augmenter notablement avec l'élargissement de l'Union. Si les ministres se sont montrés favorables aux mesures budgétaires, en revanche, ils ont été mitigés, voire réticents, sur les autres propositions : modification de la règle d'unanimité requise pour modifier le règlement de procédure ; validité du principe d'un juge par Etat membre ; réforme du système préjudiciel.

---

## Programme de travail 1999-2000

Lors de la réunion annuelle du CELSIG tenue le 22 juin à Bruxelles, le programme de travail 1999-2000 a été retenu. Outre la poursuite de la publication de la lettre "Nouvelles-News-Europe", des réflexions seront engagées sur un "Observatoire européen des Services d'intérêt général" et sur le thème "Services d'intérêt général, Union européenne et Organisation mondiale du commerce".

Dans le cadre de la préparation de la Conférence intergouvernementale et de la Charte des droits fondamentaux, décidées par le Conseil européen de Cologne, le CELSIG organisera une réunion de travail avec les animateurs des réseaux et organisations européennes, le 14 octobre prochain à Bruxelles, afin de confronter leurs propositions sur les Services d'intérêt général et d'examiner leur convergence. Une initiative publique sur ce thème sera préparée, dont la date dépendra du calendrier européen (Renseignements auprès du Celsig).

**L'équipe de Nouvelles-News-Europe vous souhaite de bonnes vacances et reprendra la publication de la lettre à la rentrée.**

---

Adressez à "NOUVELLES NEWS EUROPE" de **brèves informations** en français et anglais, par courrier, fax, E-mail (celsig@worldnet.fr)

♦ for the Paper concerning "the information on the public sector and the information society", the Committee states that right to information, and the corollary right of access to document, constitutes a fundamental individual right, and so part of European citizens' rights " (opinion, CES 455/99).

---

## The ETUC Congress

The 9<sup>th</sup> Congress of the Confederation of European Trade Unions took place in Helsinki, the 29 June to 2 July, which brought together delegates from unions in all Member States and most EU candidate states, for the first time.

The general resolution adopted by the Congress underlines the claim for "quality public services that are perfectly accessible" and commits the ETUC to "defending and promoting services of public interest on the basis of the ETUC Charter". A workshop was dedicated to this Charter, during the Congress. It was an opportunity to recall the demand **that a Commissioner should have responsibility for "Services of General Interest", in the new Commission.**

---

## The Court of Justice

With a view to the next **Inter-Governmental Conference**, the European Court of Justice has handed a document to the Commission analysing the Court's own **reform**, so that it may be able to handle the rising number of cases put to it (10000 since 1952), and which should increase substantially with the enlargement of the Union. Though Ministers have reacted favourably to budget issues, they have been more reserved, and even reticent, on other issues: the modification of the unanimity rule required to modify procedural regulations; the validity of the principle that there be one judge per Member State, and; the reform of the pre-judicial system.

---

## The Work Programme for 1999-2000

At its annual meeting in Brussels, the 22 June, the CELSIG set out its work programme for 1999-2000. Apart from continuing the publication of the "Nouvelles-News-Europe" bulletin, work will be carried out on the "European Monitoring Agency of Services of General Interest" and on the subject of "Services of General Interest, the European Union and the World Trade Organisation".

As part of the preparations of the Inter-Governmental Conference and the Charter of Fundamental Rights, decided by the European Council in Cologne, the CELSIG is organising a working meeting with European network and organisation managers, the 14 October in Brussels, so that they may debate their views on Services of General Interest and examine how these converge. A public activity on this theme will be prepared, its date depending on the calendar of European events (for information contact CELSIG).

**The Nouvelle-News-Europe team wish you all a good holiday and publication of the bulletin will resume after the summer break.**

---

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.